

Le Conseil d'Etat demande une *révision*
La *structure* de l'aéroport doit changer
Communes prêtes à *s'investir*

Le canton n'accepte pas le plan de stationnement

PAS D'ACCORD : Le canton du Valais avait jusqu'au 31 janvier pour se prononcer sur le plan de stationnement de l'armée, qui prévoit notamment la fermeture de la base aérienne de Sion. Sans surprise, l'Etat souhaite la révision de ce plan. S'il salue l'installation du centre logistique et de commandement de la police militaire dans la capitale, le Conseil d'Etat juge que cette arrivée *«ne représente qu'une faible compensation par rapport aux pertes prévues, à savoir le départ de Saint-Maurice, de Conches et de l'aéroport de Sion»*.

Le Gouvernement considère donc que ces départs ne seraient pas acceptables. Dans le détail, l'Exécutif précise que le plan prévoit une présence militaire de 1% en Valais alors que le canton représente 4% de la population suisse. *«Ce nouveau plan assène un coup dur au canton, ceci dans un contexte déjà rendu difficile par les dispositions légales imposées par la Berne fédérale»*, précise Oskar Freysinger dans un communiqué.

Concernant l'aéroport, le chef du Département de la formation et de la sécurité déplore la perte des 43 places d'apprentissage et la menace pour la survie de l'aéroport civil.

Le Conseil d'Etat souhaite donc que le plan de stationnement soit révisé. *«En tant que représentants du peuple valaisan qui a montré qu'il soutenait l'armée lors des dernières votations, nous demandons une présence militaire plus élevée en Valais.»*

Le Gouvernement conclut en précisant qu'il se tient à disposition, ainsi que les représentants de la Ville de Sion, pour une discussion constructive avec les autorités fédérales.

Selon l'armée, la décision ultime sera prise par le Conseil fédéral aux environs du mois de mai.

AVENIR : Jean-Pierre Jobin a dirigé l'aéroport international de Genève durant de nombreuses années. Il était notamment directeur général en 1993 lorsque l'aéroport du bout du lac a quitté les structures cantonales pour devenir autonome. Un modèle qu'il préconise à Sion: *«Un aéroport, quel que soit sa taille, est une activité commerciale. Il doit être géré comme une entreprise et il s'intègre mal dans une collectivité publique. A Genève, avant de prendre notre envol, on butait sur les investissements, les budgets, tout était sujet à discussion... La volonté de sortir des mécanismes de l'Etat était présente depuis de nombreuses années mais les choses se sont matérialisées en janvier 1994.»* Pour le spécialiste de l'aviation, l'aéroport de la capitale devrait s'inspirer au plus vite du modèle genevois: *«Je préconise la création d'une société anonyme d'économie mixte entre des collectivités publiques et des privés. Cette structure serait en charge uniquement de l'exploitation. Elle serait dirigée par des représentants des collectivités comme la Ville de Sion, le canton ou d'autres communes ainsi que des privés. Je me dis que la BGV pourrait être un partenaire de même que des communes comme Verbier, Zermatt ou celles qui composent la station de Crans-Montana auraient de l'intérêt à participer à une telle organisation.»*

Quelle que soit la situation...

Certaines personnes, très critiques avec la direction actuelle, disent qu'une telle structure redynamiserait les choses, qu'en pensez-vous? *«Ce n'est pas à moi de donner un avis sur la gestion actuelle. Je pense juste que de manière générale, le changement est quelque chose de stimulant et qu'il fait du bien.»* Vous préconisez un changement de gouvernance rapide, peu importe la décision des Forces aériennes, n'est-ce pas un peu précipité? *«Le passage à une société anonyme mixte doit se faire quelle que soit la situation. Je comprends qu'il y a des réticents et qu'un changement doit faire l'objet d'une appréciation politique mais par exemple, il aurait été beaucoup plus facile de négocier avec l'armée en étant organisé dans une structure commune que comme c'est le cas actuellement.»*

Si Jean-Pierre Jobin plébiscite un changement, il ne se fait aucune illusion sur l'avenir financier de la nouvelle structure: *«Elle sera évidemment déficitaire et les collectivités devront s'engager à éponger ce déficit. Déficit qui dépendra de la décision future des Forces aériennes. Après, je suis assez confiant pour l'avenir. L'armée a décidé de se limiter à trois bases mais elle a besoin d'aéroports de dégagement en cas de problèmes liés à la météo. Sion correspondrait parfaitement à ce profil. Cela pourrait représenter une bonne solution intermédiaire pour toutes les parties concernées.»* Quoi qu'il advienne, l'aéroport de Sion va vivre selon vous? *«Il ne faut pas raisonner en termes de rendement direct car sinon on ferme tout de suite l'aéroport. On doit par contre considérer cette infrastructure comme une autoroute ou une voie de chemin de fer. Il faut tenir compte des retombées économiques directes et indirectes. A Genève, une étude d'impact a été réalisée: l'aéroport entraîne des retombées pour 7 milliards de francs et 40 000 emplois sont liés à cette infrastructure»*, conclut Jean-Pierre Jobin.

L'AVIS DE ...

«La création de vols charters changerait la donne»

«Actuellement, nous pouvons peut-être compter sur une dizaine de clients ou de résidents qui transitent pas l'aéroport de Sion. Ce chiffre est assez réduit donc je me vois mal nous impliquer dans la gestion de l'aéroport de Sion. Surtout que nous participons déjà beaucoup aux infrastructures de la région. Après, la mise sur pied de vols charters changerait complètement la donne et là, cela pourrait nous intéresser.» _

JEAN-CLAUDE SAVOY
PRÉSIDENT
DE L'ASSOCIATION
DES COMMUNES
DE CRANS-MONTANA

«Pourquoi pas?»

«Nous n'avons pas vraiment réfléchi à cette question pour l'instant. Après, pourquoi pas... Nous nous devons d'être proactifs afin d'occuper au mieux nos stations. Il va de soi que c'est encore de la musique d'avenir, je ne peux donc pas me prononcer fermement mais cette question mérite d'être étudiée si un jour l'opportunité se présente.»

ELOI ROSSIER
PRÉSIDENT
DE BAGNES

«Cela pourrait vraiment nous intéresser»

«Nous avons toujours gardé un oeil sur l'aéroport de Sion. Pour nous, il est très important de disposer d'une telle infrastructure à proximité de notre station. Dans le cas d'un changement de fonctionnement, nous serions prêts à participer et à investir. Resterait bien sûr à connaître les détails exacts d'une telle démarche.»

CHRISTOPH BÜRGIN
PRÉSIDENT
DE ZERMATT